

Commission Formation et Vie Universitaire

Jeudi 23 juin 2016

Membres élus présents ou représentés : Mme Cécile Enguehard-Gueiffier, M. Alfredo Gomez-Muller, M. Hubert Lardy, M. Didier Girard, Mme Anna Heller, M. Eric Blin, M. Francis Bourreau, M. Jean-Paul Chelma, Mme Sandrine Dallet-Choisy, Mme Christine Fauvelle-Aymar, M. René Mokoukolo, Mme Christine Poirier, Mme Claudine Tacquard, Mme. Christèle Hervé, Mme Carole Lebrun, Mme Cécile Frossard, M. Léo Brou, Mme Carla Sousa, M. Jean Delacroix, Mme Louisiane Denoual, M. Thomas Gateau, M. Clément Paillard, M. Guillaume Brette, Mme Annabelle Tanga, M. Thibault Duchalais, M. Victor Deutine.

Membres à titre consultatif : M. Bernard Buron, M. Alexis Chommeloux, M. Yves Raingeaud, M. Bruno Boissavit, Mme Carole Accolas, Mme Carole Dervault, Mme Emmanuelle Fargues, M. Thomas Thuillier, Mme Fadila Trouvé, Mme Dominique Vaillant, M. Benoît Wolf.

Correspondants pédagogiques : Mme Sandrine Ferré, M. Christophe Hourieux, M. Hervé Marchais, Mme Bénédicte Montigny, Mme Nathalie Pourprix, M. Ludovic Fontaine, Mme. Marion Boudon-Machuel,

1- Informations générales.

Cécile Goï, Vice-Présidente de la CFVU, ouvre cette première séance, salue les membres présents puis tient à remercier les membres de la CFVU qui ont choisi de s'impliquer dans la vie institutionnelle de l'établissement, au service de la communauté universitaire, des étudiants et des personnels.

La Vice-Présidente se présente et rappelle brièvement son parcours : affectée depuis 2008 au département Sociolinguistique et Didactique des Langues à l'UFR Lettres et Langues et membre de l'équipe PREFics-Dynadiv, elle rejoindra en septembre 2016 le département des Sciences de l'Education et l'équipe de recherche Education - Ethique - Santé.

Cécile Goï remercie ensuite publiquement Nadine Imbault précédente Vice-Présidente CFVU pour la qualité du travail et pour l'état d'esprit dans lequel se sont déroulées les séances de la CFVU pendant le mandat précédent.

Cécile Goï déclare souhaiter que la CFVU puisse débattre sur tous les sujets qui auront à être abordés, dans le respect des idées et des personnes qui composent la commission, dans la collégialité, tout en tenant compte des différentes sensibilités représentées.

Elle souhaite également fonctionner avec une Commission permanente. Cette commission n'est pas expressément prévue dans les statuts de l'université mais a prouvé son utilité. Elle permet de préparer les séances et les travaux de la commission en associant les élus.

Cécile Goï propose la composition suivante: trois professeurs, trois maîtres de conférences, un représentant des personnels BIATS, deux représentants étudiants (de préférence issus de chacune des listes et si possible de deux disciplines différentes).

Elle fait lecture des noms des personnes ayant déjà fait acte de candidature: il s'agit d'Antoine Touzé, Cécile Enguehard-Gueiffier, Didier Girard, Sandrine Dallet-Choisy, Christine Poirier, René Mokoukolo, Christèle Hervé. Chez les étudiants, Jean Delacroix (histoire) et Annabelle Tanga (pharmacie) sont candidats.

Cécile Goï invite d'autres personnes intéressées à se déclarer. En l'absence de nouveau candidat, elle fait procéder au vote de la liste dans sa globalité. Celle-ci est adoptée à l'unanimité.

Enfin, Cécile Goï présente à la Commission, Léo Brou vice-président étudiant du Conseil Académique, élu lundi 20 juin à l'unanimité.

2- Pédagogie.

Centre Universitaire d'Enseignement du Français aux Etudiants Etrangers (CUEFEE).

- Création d'un Diplôme universitaire d'Etudes Françaises (DUEF), parcours insertion universitaire DUEF A1.

Les nouveaux DUEF du CUEFEE sont en vigueur depuis la rentrée 2011. Il s'agit ici de compléter l'offre qui comprend actuellement les niveaux A2 à C1 (référence européenne des niveaux de langues), en créant un nouveau DUEF A1. La demande de cours de niveau débutant se fait croissante, elle sera ainsi intégrée au programme proposé par le CUEFEE, à la rentrée de septembre 2016.

La capacité d'accueil maximum est de 30 étudiants. Le volume horaire de la formation est de 220 heures pour un semestre de 12 semaines.

Cécile Goï soumet au vote de la commission la création de ce DU. Elle est adoptée à l'unanimité des membres.

Sandrine Dallet-Choisy demande si à une prochaine séance, un bilan des parcours insertion pouvait être présenté par le CUEFEE.

- Reconnaissance nationale des Diplômes Universitaires d'Etudes Françaises.

Le CUEFEE est membre de l'association des directeurs de centres universitaires d'études française pour étrangers (ADCUEFEE-campus FLE), qui regroupe 40 universités françaises proposant des programmes en français langue étrangère pour étudiants et enseignants étrangers.

Le CUEFEE, comme les autres membres de l'ADUEFE-Campus FLE, délivre des DUEF validant des compétences toutes à la fois linguistiques, culturelles que des aptitudes à l'insertion universitaire. Le CUEFEE demande ici que les DUEF délivrés par les autres membres de l'association soient reconnus par notre établissement au même titre que ceux délivrés en interne, ceci afin de faciliter une reconnaissance nationale de ce diplôme.

La proposition est soumise au vote de la CFVU, elle est adoptée à l'unanimité des élus.

La CFVU aborde alors des propositions de modifications de maquettes émanant des composantes. Cécile Goï indique que le principe était de ne pas présenter de modifications de maquettes à deux ans de la fin du contrat. En effet, ces modifications sont génératrices d'un travail supplémentaire lourd et générateur d'erreurs matérielles. Cependant, certaines modifications sont à l'initiative des conseils de perfectionnement ou à la demande des étudiants. C'est dans cet état d'esprit que les modifications ont été acceptées.

Master Mention Métiers de l'Enseignement de l'Education et de la Formation (MEFF) spécialité Second degré,

- parcours Musique, Lettres, Anglais, Espagnol, Mathématiques, Physique-chimie, histoire-géographie : modifications du tronc commun.

Olivier Carrillo chargé de mission MEEF (Chargé de mission des relations avec l'Espé, du master MEEF 2nd degré et des agrégations internes) présente les modifications apportées au tronc commun des sept parcours de master MEEF. Ces modifications sont également proposées pour les parcours de l'Université d'Orléans, nos diplômes étant cohabilités. Les évolutions sont demandées par le conseil de perfectionnement. Les unités d'enseignement (UE) dépendant de l'EPSE, fusionnent leurs contenus. Ceci entraîne donc une renumérotation des UE pour les tous parcours.

Ces modifications sont à coût constant.

Se pose la question de modifications de maquettes en master 1 du MEFF parcours mathématiques, fruit d'une évolution consécutive à un remaniement du concours. La proposition viserait à présenter une option informatique, avec une augmentation de la maquette d'enseignement d'une cinquantaine d'heures.

Cette proposition n'ayant pas été visée par le coordonnateur, ce dernier n'a pas pu se concerter avec l'université d'Orléans, aussi Cécile Goï propose de reporter l'étude de ce point à la commission de la rentrée. Les modifications devant être votées dans le mois qui suit la rentrée, elles seront encore possibles dans ces délais.

Cécile Goï soumet les modifications demandées à l'approbation de la Commission. Elles sont adoptées à l'unanimité des membres élus.

U.F.R Centre d'Etudes Supérieures de la Renaissance.

- Master 1 « Renaissance et Patrimoine ».

Il s'agit d'une proposition de modification des UE2 et UE6 "méthodologie spéciale" et particulièrement de l'enseignement du latin en première et deuxième année de master. Cette demande émane des étudiants et elle est tirée de l'expérience menée ces dernières années.

L'argumentaire fourni par la composante est le suivant: *"L'enseignement du latin était organisé de façon à regrouper tous les étudiants de Master 1 du CESR, difficulté devant le niveau hétérogène du latin des étudiants." Le manque de spécification du type de latin enseigné génère par ailleurs une confusion pour les étudiants.*

Le latin devient donc « latin de la Renaissance », matière optionnelle du parcours.

La modification est adoptée à l'unanimité des membres élus.

U.F.R Arts et Sciences Humaines

- Modification de maquette en Master 1 Histoire des Arts.

Il s'agit d'une modification mineure portant sur 3 heures au semestre 7 du master 1, pour l'UE Institutions culturelles de France (mutualisée avec le master 2), le cours passe de 12 à 15 heures. Cette proposition répond à une demande des étudiants via le conseil de perfectionnement afin de mieux les préparer. La modification s'effectue à moyen constant car un autre séminaire n'est pas ouvert (18heures).

Cette modification est adoptée à l'unanimité des membres élus.

U.F.R des Sciences et Techniques

- Master Energies et valorisation en co-accréditation avec l'Université des Sciences et Technologies de Hanoï (USTH).

Ce diplôme existe déjà depuis 3 ans et il est basé sur un consortium dont l'UFR des Sciences et Techniques est membre. L'USTH est un établissement créé en 2009 par un accord intergouvernemental franco-vietnamien. Elle est composée de six départements thématiques dont : Biotechnologies pharmacologique, médicale et agronomique, Eau - Environnement - Océanographie...

Le master a lieu à Hanoï et fait appel à la mobilité des enseignants du consortium. Ce diplôme est en cohabilitation avec d'autres universités et l'université de Toulouse 3 Paul Sabatier en est la porteuse.

Est présentée aujourd'hui, la fiche Architecture de l'Offre de Formation de la maquette. Celle-ci a été remaniée par rapport à la précédente version et le titre évolue (anciennement Energie Renouvelables).

Le master 1 est en Tronc commun et en master 2, on propose un parcours Electricité verte.

A la fin du programme, les étudiants se voient délivrer un diplôme français et un diplôme vietnamien.

Les étudiants de l'USTH peuvent poursuivre leurs études doctorales en France et au VietNam.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

UFR Médecine

- Renouvellement demandes d'habilitation à délivrer la capacité de :
 - Evaluation et traitement de la douleur.

La modification porte sur le changement de responsable et l'actualisation des listes d'enseignant et services agréés pour le stage.

- Gériatrie.

Pour cette capacité, le responsable change également, les modalités de contrôle des connaissances de l'examen probatoire évoluent ainsi. La liste des enseignants est également actualisée.

- Médecine et Biologie du Sport.

On note également le changement du responsable, une association avec l'université de Nantes, l'actualisation de la liste des services agréés pour le stage.

- Pratiques médico-judiciaires.

Le renouvellement de cette capacité est demandé en l'état.

Cécile Goï soumet les capacités au vote des élus de la CFVU. Elles sont validées à l'unanimité.

- Modification des modalités de contrôle des aptitudes et connaissances (MCC) de la Première Année Commune aux Etudes de Santé (PACES).

Il s'agit d'introduire l'anglais dans les modalités de contrôle des connaissances, notamment pour commencer à préparer les étudiants aux épreuves classantes nationales de fin de cursus. Les futurs étudiants en médecine doivent avoir conscience des exigences en anglais afin de ne pas abandonner cette matière au lycée, croyant qu'elle ne serait plus importante par la suite. Les articles scientifiques étant tous rédigés en anglais, il est primordial que les étudiants maîtrisent la langue.

L'UFR de Médecine propose la modification de l'Article 7: Les épreuves de classement. Les épreuves des UE 1 à 6 et l'UE spécifique sont constituées de Questionnaire à Choix Multiple/Questionnaire à Choix Simple (QCM/QCS) et non plus uniquement de QCM comme dans les précédentes MCC.

L'épreuve de l'UE 7 est désormais constituée de : Questions Rédactionnelles et éventuellement de QCM pour Santé, Société, Humanité et de QCM/QCS pour l'Anglais. L'anglais porte sur 10 heures d'enseignement, affecté d'un coefficient 1 (quelque soit le concours).

En séance, les élus s'interrogent sur la présence d'enseignement d'anglais dans les niveaux supérieurs, ce qui est bien le cas.

La vice-présidente propose l'adoption de ces MCC par les élus. Elle est adoptée à l'unanimité.

A la suite du vote une discussion s'engage, certains étudiants élus manifestant des inquiétudes sur l'introduction d'une matière supplémentaire pour une année déjà très chargée. Globalement les élus à CFVU s'interrogent également sur la pertinence de l'organisation en e-learning, modalité choisie pour faire face au très grand nombre d'étudiants en PACES.

Cécile Goï propose alors que les représentants de l'UFR de Médecine présentent un bilan pédagogique et notamment de l'expérience développée en e-learning un an après la mise en place de ce nouveau cours.

- Modifications de contrôle des connaissances en 1ère, 2ème, 3ème année d'Orthophonie

Un mouvement de grève national des professionnels et étudiants d'orthophonie s'est déclaré alors que les examens avaient déjà débuté. Ce mouvement de grève a donc très fortement impacté le déroulement d'une partie des épreuves.

L'école d'orthophonie demande à la CFVU un aménagement exceptionnel des épreuves des UE de la seconde session du semestre 2. Le recrutement de l'école d'orthophonie s'étendant à toute la France, les étudiants sont rentrés chez eux et il est compliqué de les faire revenir, d'autant plus que certains sont déjà engagés professionnellement ou en stage pour l'été.

Il est proposé de remplacer les épreuves initialement prévues en examen terminal, par deux devoirs écrits, à rendre selon un calendrier qui sera établi par l'UFR de Médecine et qui sera porté à la connaissance des étudiants.

Cette proposition suscite le débat de la part des membres de la Commission.

Il est rappelé que les promotions comportent moins de 40 étudiants par années et que les étudiants appelés à passer la seconde session sont très peu nombreux.

Cécile Goï soumet la proposition au vote, elle est adoptée à la majorité moins un vote contre et 12 abstentions.

Unités d'Enseignement et d'Ouverture (UEO) - rentrée 2016.

- Liste des UEO proposées à la création et en renouvellement (semestres 1 et 2).

Cette année la commission UEO n'a pas pu se réunir comme les années précédentes du fait du renouvellement des instances. Les propositions devaient donc respecter le cahier des charges précédemment établi par la CFVU, ainsi que des critères de seuil (15 étudiants).

Pour une grande part, les composantes et services proposent des UEO en renouvellement. Quelques cours ont été supprimés pour des raisons diverses (faire face à l'augmentation des étudiants en première année, nombre d'inscrits en 2015-16 en dessous du seuil fixé 15, souhait des équipes pédagogiques de faire évoluer l'offre...).

Des créations sont également proposées, il s'agit par exemple de répondre à des sujets d'actualité.

Thomas Thuillier fait un focus particulier sur la création d'une nouvelle UEO visant à valoriser l'engagement étudiant. Il s'agit d'une évolution des UEO proposées jusqu'alors par le Bureau de la Vie de l'Étudiant. Cette UEO reprend les UEO « tutorat des L1 », « GENEPI », « Engagement étudiant », « Engagement d'Elu » et « Zup de Co ».

L'objectif est d'encourager les étudiants à s'engager dans des projets d'intérêt général, dans une finalité d'acquisition et de valorisation des compétences non-formelles.

Dans une logique d'expérimentation, toutes les UEO susmentionnées seront refondues dans l'UEO « Étudiant Citoyen » pour la prochaine année universitaire. Leur contenu sera adapté afin de prendre en compte les évolutions mentionnées ci-dessous. En revanche, à compter de septembre 2017, un appel à projets sera communiqué à tous les services, composantes et associations étudiantes de l'Université, ainsi qu'aux associations d'intérêt général et d'utilité publique qui souhaitent développer des actions associant des étudiants. Les projets retenus seront rassemblés au sein d'un catalogue qui sera à la disposition des étudiants.

Les étudiants inscrits à cette UEO seront ensuite encadrés par un tuteur qui les accompagnera dans la réalisation de leur projet et dans le processus d'autoévaluation des compétences acquises au cours de celui-ci. Enfin, les étudiants devront produire un rapport présentant le projet avec une posture réflexive. Le tuteur évaluera également l'engagement des étudiants en remplissant une grille d'évaluation.

L'intitulé de cette UEO suscitant le débat quant à la dénomination de cette UEO, Thomas Thuillier propose aux membres de la commission de lui faire remonter rapidement des propositions alternatives.

Cette UEO pourra servir d'expérimentation sur la forme que prendront les UEO dans la prochaine offre de formation.

Suit un échange de questions-réponses entre les membres de la CFVU sur l'ensemble de la liste proposée et l'organisation pratique des UEO (catalogue, pré-inscriptions, modalités pédagogiques...).

La liste proposée au vote est acceptée à l'unanimité.

Contrat d'engagement Etudiant Entrepreneur

- Modification au contrat et à la charte de l'Étudiant Entrepreneur

Ce contrat d'engagement Etudiant Entrepreneur ainsi que la charte ont été adoptés à la précédente CFVU. Il est ici demandé un ajustement pour répondre aux remarques des structures d'accueil, pépinières d'entreprise par exemple. Dans l'ensemble du document les termes « structures ou organisme d'accueil » ont été remplacés par « lieu d'accueil ou structure d'accompagnement gestionnaire du lieu d'accueil ».

Les modifications portent également sur l'article 6 : Engagements. Il est demandé à l'étudiant d'organiser son travail selon un planning hebdomadaire de 35 heures. A l'article 7, le paragraphe relatif aux congés est supprimé. Il est demandé à l'étudiant de signaler au responsable pédagogique toute interruption temporaire (maladie, accident, congé maternité, paternité, adoption).

Les modifications apportées sont adoptées à l'unanimité de la CFVU.

3- Conventions de partenariat

- Convention-cadre lycées/Etablissements Publics d'Enseignement Supérieur pour les filières Brevet Technicien Supérieur (BTS), création.

La présente convention s'inscrit dans le prolongement des objectifs de la loi relative à l'enseignement supérieur et à la recherche du 22 juillet 2013 et de la convention cadre académique dans le but de favoriser le rapprochement des lycées et des Etablissements Publics à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPCSP). Il s'agit de veiller à la sécurisation des parcours des étudiants ainsi que d'assurer leur fluidité, mais également de favoriser la coopération pédagogique entre les enseignants des lycées et des Universités.

Pour la mise en œuvre de ces objectifs, chaque lycée public disposant d'au moins une formation d'enseignements supérieur a pour obligation de conclure une convention avec au moins un EPCSP de son choix dans son académie. La convention cadre examinée ici a pour objectif le rapprochement des lycées et des universités dans les domaines de la formation. Elle permet également la valorisation, d'une part, des activités sur l'ensemble de filières présentes dans le lycée comme dans l'EPCSP et, d'autre part, des projets de collaboration entre les deux types d'établissements. Enfin, elle encourage une orientation active et progressive, centrée sur le projet professionnel de l'étudiant et reposant sur une connaissance mutuelle des parcours et des enseignements (tant pour les étudiants que pour les équipes pédagogiques).

Suite à une réunion commune entre l'université et les lycées à BTS il a été élaboré une annexe présentant les possibilités de poursuites d'études en licence professionnelle pour les étudiants ayant obtenu le diplôme de Technicien supérieur.

Bénédicte Montigny souligne que les responsables des formations de l'UFR des Sciences et Techniques auraient souhaité que les lycées sous la responsabilité du Ministère de l'Agriculture soient associés à la démarche. Cette remarque sera remontée au Rectorat qui était l'organisateur des réunions préalables à la présentation de cette convention.

Il est proposé de ne pas attendre une évolution du texte pour conventionner avec cette filière agricole.

Cécile Goï soumet le texte de la convention au vote, il est adopté à l'unanimité des membres de la commission.

- Convention-de partenariat entre le lycée Grandmont et l'IUT de Tours, création.

Cette convention s'inscrit dans la poursuite de la convention cadre de partenariat examinée plus haut. Elle précise cette convention cadre et ajoute des spécificités propres aux deux structures l'IUT de Tours et le lycée Grandmont. D'autres conventions du même type devraient voir le jour dans les semaines à venir.

La convention est adoptée à l'unanimité des membres du conseil.

- Convention de partenariat pour la mise en œuvre de la formation infirmier, renouvellement.

Cette convention a pour objet les modalités de mise en œuvre de la formation d'infirmier en Région Centre Val de Loire. Il s'agit d'un renouvellement. Elle permet aux étudiants inscrits en formation d'infirmier de se voir délivrer un grade de licence à l'issue de leur diplomation.

La commission adopte la convention à l'unanimité.

UFR Lettres et Langues

- Convention de partenariat entre l'Université de Tours et la Ville de Tours - Bibliothèque Municipale, création.

L'objet de la convention est de développer la coopération entre l'Université et la Bibliothèque Municipale, notamment dans le cadre des enseignements dispensés par l'Université en Licence mention Lettres, 1^{ère} année 1, dans le domaine de la littérature pour la jeunesse, ceci afin d'enrichir le contenu des enseignements, d'élargir la culture des étudiants et des stagiaires de formation continue et de renforcer la formation des personnels. Cette convention porte principalement sur l'accueil de sessions de formation au sein d'une bibliothèque du réseau de la bibliothèque municipale de Tours.

Cet accueil a pour cadre un module de Formation Ouverte à Distance (FOAD), sur le mode hybride (contenus à distance et sessions de regroupement pédagogique en présentiel). Cette UE « Littérature pour la jeunesse: initiation à l'analyse d'albums » se déroule chaque année durant 15 semaines entre septembre et décembre, à compter de septembre 2016. Deux séances de 2h « en présentiel » sont prévues à destination des étudiants et stagiaires de la formation continue inscrits au module. Ces deux séances ont lieu au sein de la section « jeunesse » d'une bibliothèque publique du réseau de la Bibliothèque municipale de Tours. Le nombre maximum d'étudiants est de 30. En contrepartie, chaque année un personnel de la bibliothèque pourra suivre gratuitement ce module en FOAD.

La convention est soumise au vote et recueille l'unanimité des membres de la CFVU.

UFR Arts et Sciences Humaines

- Convention avec l'Institut Supérieur de Formation de l'Enseignement Catholique Saint-Martin (ISFEC), création.

Depuis la rentrée 2014, le département de musicologie de l'Université François-Rabelais de Tours et l'ISFEC Saint-Martin collaborent et mettent en commun leur notoriété et leurs atouts faisant de Tours le pôle de formation national pour les étudiants se destinant au métier d'enseignant en éducation musicale. Les évaluations de formations de 2014-15 et 2015-16 mettent en évidence une formation d'excellence unique en France.

A partir de la rentrée universitaire 2016-17, l'Université enrichit sa formation en préparant au Master Métiers de l'Enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) second degré, parcours musique : en en cours en présentiel, en formation à distance (FOAD), en formation hybride associant des modules de formation en présentiel et des modules de formation à distance.

La présente convention doit autoriser tout étudiant envisageant de se présenter à un concours de recrutement en éducation musicale dans le secteur privé sous contrat, quelle que soit son académie d'origine, à recevoir une formation spécifique à la préparation de son concours, formation adossée ou non à l'obtention du Master MEEF second degré parcours musique.

La convention décrit les règles d'inscriptions administratives et pédagogiques, d'organisation (des stages notamment) des étudiants en fonction de leurs situations et statuts (Master 1 ou Master2, titulaires ou non du CAFEF-CAPES).

Cécile Goï soumet la convention à l'approbation du conseil. Elle est adoptée à l'unanimité.

- Convention pédagogique relative à la scolarité des étudiants sages-femmes de l'Ecole Régionale du CHRU de Tours, renouvellement.

Cette convention organise les dispositions particulières aux étudiants inscrits au Diplôme de Formation Générale en Sciences Maïeutiques (DFGSMa). Les deux premiers semestres du diplôme sont communs et correspondent à PACES, les candidats admis à poursuivre en deuxième année de DFGSMa devant figurer en rang utile sur la liste de classement de la filière maïeutique.

En début d'année universitaire, les étudiants candidats au DFGSMa s'inscrivent administrativement et s'acquittent des frais de scolarité auprès de l'UFR de Médecine, selon les conditions fixées par la convention relative aux frais de scolarité. Certaines unités d'enseignement peuvent être mutualisées avec le Diplôme de Formation Générale en Sciences Médicales (DFGSM).

La convention est adoptée à l'unanimité par les membres de la CFVU.

- Convention relative aux frais de scolarité des étudiants sages-femmes du CHRU de Tours, renouvellement.

Conformément à l'arrêté du 19 juillet 2011, relatif au régime des études en vue du diplôme de formation générale en sciences maïeutiques (DFGSMa) et l'arrêté du 11 mars 2013, relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de sage-femme, les étudiants de l'Ecole Régionale de Sages-femmes de Tours doivent s'inscrire, au début de chaque année universitaire, auprès de l'UFR Médecine de l'Université François-Rabelais de Tours pour le passage des examens et en vue de l'obtention de leur diplôme.

Comme indiqué dans la précédente convention, les étudiants maïeuticiens doivent acquitter les droits obligatoires fixés annuellement par arrêtés interministériels (droits nationaux, médecine préventive universitaire, le cas échéant la cotisation sécurité sociale étudiante).

Les droits nationaux de scolarité fixés par arrêté interministériel pour le DFGSMa et le diplôme d'Etat de Sage-femme comprennent trois taux considérés comme conservables par l'Université. Le montant correspond aux actes de gestion dans le cadre d'une inscription administrative, le montant réservé au service commun de documentation (SCD) et le montant réservé au financement du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE). Cette convention permettra ainsi aux étudiants de bénéficier du SCD et des aides provenant du FSDIE.

Cette convention est adoptée à l'unanimité des membres élus de la CFVU.

U.F.R Droit Economie et Sciences Sociales

- Convention de partenariat avec le Club des Entreprises Low Cost, création.

Le Club des Entreprises Low Cost est un groupe d'entreprises (18) spécialisées dans le low cost. Ce groupe souhaitant développer et structurer des relations avec le monde universitaire, l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) grâce à sa pluridisciplinarité et son offre de formation, notamment tournée vers l'apprentissage, a été identifié comme un partenaire solide.

L'objectif de cette convention de partenariat est de permettre aux deux parties de développer des relations de long terme, en s'appuyant sur leurs objectifs réciproques dans le domaine de l'insertion professionnelle, de la pédagogie, de la recherche et de la communication. Dans le cadre de cette convention, l'Université et le Club de Entreprises Low Cost s'engagent à travailler en commun sur les axes suivants : recrutement et aide à l'insertion professionnelle, les activités pédagogiques, les activités de recherche et la communication.

La question de l'utilisation de l'outil R Pro est posée. Cette suggestion sera remontée à l'IAE par la composante.

La commission adopte la convention à l'unanimité.

4- Vie de l'Etudiant

- **Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes**
Compte-rendu de la commission « Aides aux Projets » du 28 avril 2016.

Le compte-rendu est présenté par Thomas Thuillier, vice-président chargé de la Vie Universitaire.

Cette commission a examiné 11 projets émanant de 9 associations, et a alloué 12 554 euro. Le détail des projets figure en pièce-jointe.

Thomas Thuillier profite de la présentation de ce compte-rendu pour présenter le FSDIE dans sa globalité, son fonctionnement, son budget ainsi que les projets de développement pour l'année prochaine.

5- Questions diverses

Sandrine Dallet-Choisy demande si la CFVU peut prévoir des limitations à l'inscription en expérimentation PACES aux étudiants venant d'autres universités déjà engagées dans ces types d'expérimentation. Les étudiants tourangeaux ont droit à deux tentatives (soit deux PACES soit une PACES une expérimentation, soit deux expérimentations). Il faudrait que les situations soient alignées.

Cette proposition pourra être remontée par les UFR concernées pour la CFVU de septembre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.